COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

# Revue de presse
# du 29 Juillet au 04 août 2017

**Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI**

# Sommaire


## Genre.....3

- Comores – Le statut de la femme s'améliore
- L'apport décisif des femmes à valoriser
- Egalité des genres : le statut de la femme s'améliore à Moroni

## Economie.....19

- Échanges économiques entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien : Une plateforme numérique pour leur promotion

## Environnement.....21

- Protection de l'environnement : identifier et instruire les défenseurs de demain

## Biodiversité.....27

- Madagascar : le royaume des lémuriens fragilisé par la déforestation

## Energies renouvelables.....28

- Une ferme solaire de 4.88 MW dans l'Ouest

## Tourisme.....29

- Maurice première en Afrique Orientale

## Changement climatique.....30

- L'augmentation des températures menace les coraux du patrimoine mondial de l'atoll d'Aldabra aux Seychelles.

## Sécurité maritime.....33

- Sécurité maritime – La Chine offre deux patrouilleurs

## Développement durable.....35

- Madagascar, esquive du développement durable
- Yuvan Beejadhur plaide pour une économie bleue des îles de l'océan Indien

curated 2
ULTIMATE MODERN MAGAZINE

# Comores – Le statut de la femme s'améliore

**29 JUILLET 2017**

**La Commission de l'océan Indien (COI) a initié une réunion sur la cause des femmes et des jeunes. Il s'agit d'amplifier les résultats sur le terrain.**

Du 20 au22 juillet dernier, s'est tenue la réunion du deuxième comité de pil otage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre (PMATG), à Moroni aux Comores. Évoquant la loi récemment voté e, qui porte à 30% le taux de parti-
cipation des femmes à toutes les instances décisionnelles et politiques, la co mmissaire à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre de l'Union des Comores, Sitti Farouata Mhoudine, a démontré que « la quest ion de la femme [était] devenue une réelle priorité » dans son pays comme dans toute l'Indianocéanie.
Elle a également rappelé que les chantiers prioritaires que sont les violences faites aux femmes et aux mineurs, la participation politique des femmes, l' entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes et enfin l'implication des fe mmes dans l'environnement et le développement durable sont des enjeux p artagés dans la région qui font l'objet d'une attention grandissante de la par t des pouvoirs publics. C'est dans ce sens que, depuis 2009, la Commission de l'Océan Indien (COI) soutient la création et appuie les activités des platef ormes nationales et régionales dans ces mêmes domaines.

## Entreprenariat

L'autonomisation écono-
mique des femmes grâce à l'entrepreneuriat a été l'un des sujets centraux d e la rencontre de Moroni.
Les membres des plateformes nationales et de la plateforme régionale Entr eprendre au féminin ainsi que de l'association Synergie Jeunes ont présenté leurs activités qui contribuent à mieux faire connaître les savoir-
faire des entrepreneures.
Elles ont d'ailleurs annoncé la tenue de la deuxième édition du salon Made i n femmes, du 28 septembre au 1er octobre à Maurice, qui mettra en avant l es réalisations de femmes entrepreneures des cinq Etats membres de la CO I.

**© JIR**

http://news.psychotic.website/2017/07/29/comores-le-statut-de-la-femme-sameliore/

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

# L'apport décisif des femmes à valoriser

## Lutte pour l'égalité dans l'océan Indien

**29 juillet 2017**

**La réunion du deuxième comité de pilotage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre (PMATG) mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) sur financement de la Banque africaine de développement (BAD) s'est tenue du 20 au 22 juillet 2017 à Moroni (Comores).**



Le comité de pilotage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre.

A cette occasion, les représentants des associations et plateformes dédiées à la cause des femmes et des jeunes des Comores, de Madagascar et de l'île mauricienne de Rodrigues ont pris la mesure des avancées en faveur de l'égalité des genres en Indianocéanie.

Évoquant la loi récemment votée qui porte à 30 % le taux de participation des femmes à toutes les instances décisionnelles et politiques, la commissaire à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre de l'Union des Comores, Sitti Farouata Mhoudine, a démontré que « la question de la femme [était] devenue une réelle priorité » dans son pays comme dans toute l'Indianocéanie. Elle a également rappelé que les

chantiers prioritaires que sont les violences faites aux femmes et aux mineurs, la participation politique des femmes, l'entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes et enfin l'implication des femmes dans l'environnement et le développement durable sont des enjeux partagés dans la région qui font l'objet d'une attention grandissante de la part des pouvoirs publics. La COI ne s'y était donc pas trompée en soutenant la création et en appuyant les activités des plateformes nationales et régionales dans ces mêmes domaines depuis 2009.

## Ne pas relâcher les efforts

L'autonomisation économique des femmes grâce à l'entrepreneuriat a été l'un des sujets centraux de la rencontre de Moroni. Les membres des plateformes nationales et de la plateforme régionale Entreprendre au féminin ainsi que de l'association Synergie Jeunes ont présenté leurs activités qui contribuent à mieux faire connaître les savoir-faire des entrepreneures. Elles ont d'ailleurs annoncé la tenue de la deuxième édition du salon Made in femmes, du 28 septembre au 1er octobre à Maurice, qui mettra en avant les réalisations de femmes entrepreneurs des cinq Etats membres de la COI.

Les avancées ne doivent cependant pas conduire à un relâchement des efforts. Appelant à une mobilisation continue, Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI en charge de la question du genre, a rappelé que « la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'éradication des violences et l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et des jeunes demandent une implication de tous et une concertation des acteurs associatifs et gouvernementaux ». Le comité de pilotage du PMATG-COI a d'ailleurs été un cadre d'échanges fructueux entre les membres des plateformes nationales et régionales et les représentantes des Etats membres, notamment Marie Francine Kidja, directrice générale de la Promotion de la Femme au ministère de la Population de Madagascar, Franchette Gaspard Pierre Louis, commissaire de la Femme, du Développement de l'enfant et de l'Entrepreneuriat de Rodrigues (Maurice) et la commissaire Sitti Farouata Mhoudine.

La réunion du comité de pilotage a ainsi permis de discuter des voies et moyens d'améliorer les activités des plateformes soutenues par la COI ainsi que de l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du projet afin d'amplifier les résultats sur le terrain.



## Rencontre avec les agricultrices

C'est dans cet esprit que les membres du comité de pilotage ont effectué une sortie de terrain à la rencontre de femmes agricultrices dans le sud de la Grande Comore. Ils ont pu prendre concrètement la mesure de l'utilité des actions du projet, mieux saisir les défis auxquels sont confrontées les agricultrices et ainsi de de réfléchir à de nouvelles activités, adaptées au terrain, à mettre en œuvre dans les autres îles de l'Indianocéanie. Les rencontres sur le terrain ont également été l'occasion de valoriser le travail de ces femmes qui contribuent quotidiennement et à leur échelle à la sécurité alimentaire, au développement durable et à l'épanouissement social de leur communauté.

Enfin, c'est à l'occasion de la cérémonie de clôture du comité de pilotage que Dr Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre, tout récemment nommée, a prononcé son premier discours officiel.

« C'est un signe d'amitié pour vous d'être à nos côtés […]. En choisissant de réunir tous les acteurs autour de ce projet dans notre pays, vous avez certainement opté pour une approche de complémentarité et de synergie entre toutes les structures engagées dans le PMATG » a-t-elle déclaré.

## Un cadre international

Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a quant à lui constaté que « les activités en faveur de l'entrepreneuriat féminin s'inscrivent dans un cadre international pour une croissance durable et inclusive ». « Votre souci constant d'inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décision participe à la démocratisation de nos sociétés, à la juste prise en compte des intérêts de toutes les composantes de nos populations et à l'émergence de voix nouvelles dans le paysage public. Votre détermination à combattre les violences basées sur le genre pacifie nos sociétés, à l'échelle du foyer, et sous-tend un changement nécessaire et salvateur des mentalités.

Votre force, Mesdames et Messieurs, c'est le réseau d'échanges, de partage, de compétences et, je le vois, d'amitié aussi que vous tissez au niveau régional. C'est cet esprit de coopération et de solidarité qui anime l'action collective portée par la COI. »

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/l-apport-decisif-des-femmes-a-valoriser,90248

INFO maurice

## Commission de l'océan Indien : Le statut de la femme s'améliore dans la région

28 juillet 2017



La réunion du deuxième comité de pilotage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre (PMATG) mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) sur financement de la Banque africaine de développement (BAD)

s'est tenue du 20 au 22 juillet 2017 à Moroni (Comores). A cette occasion, les représentants des associations et plate-formes dédiées à la cause des femmes et des jeunes des Comores, de Madagascar et de l'île mauricienne de Rodrigues ont pris la mesure des avancées en faveur de l'égalité des genres en Indianocéanie.
Évoquant la loi récemment votée qui porte à 30 % le taux de participation des femmes à toutes les instances décisionnelles et politiques, la commissaire à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre de l'Union des Comores, Sitti Farouata Mhoudine, a démontré que *« la question de la femme [était] devenue une réelle priorité »* dans son pays comme dans toute l'Indianocéanie. Elle a également rappelé que les chantiers prioritaires que sont les violences faites aux femmes et aux mineurs, la participation politique des femmes, l'entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes et enfin l'implication des femmes dans l'environnement et le développement durable sont des enjeux partagés dans la région qui font l'objet d'une attention grandissante de la part des pouvoirs publics. La COI ne s'y était donc pas trompée en soutenant la création et en appuyant les activités des plateformes nationales et régionales dans ces mêmes domaines depuis 2009.
L'autonomisation économique des femmes grâce à l'entrepreneuriat a été l'un des sujets centraux de la rencontre de Moroni. Les membres des plateformes nationales et de la plateforme régionale Entreprendre au féminin ainsi que de l'association Synergie Jeunes ont présenté leurs activités qui contribuent à mieux faire connaître les savoir-faire des entrepreneures. Elles ont d'ailleurs annoncé la tenue de la deuxième édition du salon *Made in femmes,* du 28 septembre au 1er octobre à Maurice, qui mettra en avant les réalisations de femmes entrepreneurs des cinq Etats membres de la COI.
Les avancées ne doivent cependant pas conduire à un relâchement des efforts. Appelant à une mobilisation continue, Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI en charge de la question du genre, a rappelé que « la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'éradication des violences et l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et des jeunes demandent une implication de tous et une concertation des acteurs associatifs et gouvernementaux». Le comité de pilotage du PMATG-COI a d'ailleurs été un cadre d'échanges fructueux entre les membres des plateformes nationales et régionales et les représentantes des Etats membres, notamment Marie Francine

Kidja, directrice générale de la Promotion de la Femme au ministère de la Population de Madagascar, Franchette Gaspard Pierre Louis, commissaire de la Femme, du Développement de l'enfant et de l'Entrepreneuriat de Rodrigues (Maurice) et la commissaire Sitti Farouata Mhoudine.
La réunion du comité de pilotage a ainsi permis de discuter des voies et moyens d'améliorer les activités des plateformes soutenues par la COI ainsi que de l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du projet afin d'amplifier les résultats sur le terrain.
C'est dans cet esprit que les membres du comité de pilotage ont effectué une sortie de terrain à la rencontre de femmes agricultrices dans le sud de la Grande Comore. Ils ont pu prendre concrètement la mesure de l'utilité des actions du projet, mieux saisir les défis auxquels sont confrontées les agricultrices et ainsi de de réfléchir à de nouvelles activités, adaptées au terrain, à mettre en œuvre dans les autres îles de l'Indianocéanie. Les rencontres sur le terrain ont également été l'occasion de valoriser le travail de ces femmes qui contribuent quotidiennement et à leur échelle à la sécurité alimentaire, au développement durable et à l'épanouissement social de leur communauté.
Enfin, c'est à l'occasion de la cérémonie de clôture du comité de pilotage que Dr Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre, tout récemment nommée, a prononcé son premier discours officiel.
*« C'est un signe d'amitié pour vous d'être à nos côtés […]. En choisissant de réunir tous les acteurs autour de ce projet dans notre pays, vous avez certainement opté pour une approche de complémentarité et de synergie entre toutes les structures engagées dans le PMATG »,* a-t-elle déclaré.
Le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a quant à lui constaté que *« les activités en faveur de l'entrepreneuriat féminin s'inscrivent dans un cadre international pour une croissance durable et inclusive ». « Votre souci constant d'inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décision participe à la démocratisation de nos sociétés, à la juste prise en compte des intérêts de toutes les composantes de nos populations et à l'émergence de voix nouvelles dans le paysage public. Votre détermination à combattre les violences basées sur le genre pacifie nos sociétés, à l'échelle du foyer, et sous-tend un changement nécessaire et salvateur des mentalités. Votre force, Mesdames et Messieurs, c'est le réseau d'échanges, de partage, de compétences et, je le vois, d'amitié*

*aussi que vous tissez au niveau régional. C'est cet esprit de coopération et de solidarité qui anime l'action collective portée par la COI. »*

**Source : COI**

**Photo : Dr Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores et Hamada Madi, secrétaire général de la COI, lors de la soirée de clôture.**

https://www.infomaurice.net/commission-de-locean-indien-le-statut-de-la-femme-sameliore-dans-la-region/

clicanoo.re

## Egalité des genres : le statut de la femme s'améliore à Moroni

28 juil 2017

- 

*Photo de groupe du comité de pilotage du PMATG*

- 

*Dr Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores et Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, lors de la soirée de clôture*

**La réunion du deuxième comité de pilotage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre (PMATG), mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI), sur financement de la Banque africaine de développement (BAD), s'est tenue du 20 au 22 juillet 2017 à Moroni aux Comores. A cette occasion, les représentants des associations et plateformes dédiées à la cause des femmes et des jeunes des Comores, de Madagascar et de Maurice ont pris la mesure des avancées en faveur de l'égalité des genres en Indianocéanie. La réunion du comité de pilotage a permis de discuter des voies et moyens d'améliorer les activités des plateformes soutenues par la COI, ainsi que de l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du projet afin d'amplifier les résultats sur le terrain.**

**Du 20 au 22 juillet dernier**, s'est tenu la **réunion du deuxième comité de pilotage du Programme multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre**(PMATG), à **Moroni aux Comores**. Évoquant la loi récemment votée, qui

porte à 30% le taux de participation des femmes à toutes les instances décisionnelles et politiques, la commissaire à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre de l'Union des Comores, Sitti Farouata Mhoudine, a démontré que ***« la question de la femme [était] devenue une réelle priorité »*** dans son pays comme dans toute l'Indianocéanie.

Elle a également rappelé que les **chantiers prioritaires** que sont **les violences faites aux femmes et aux mineurs, la participation politique des femmes, l'entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes** et enfin **l'implication des femmes dans l'environnement et le développement durable** sont des enjeux partagés dans la région qui font l'objet d'une attention grandissante de la part des pouvoirs publics. C'est dans ce sens que, **depuis 2009, la Commission de l'Océan Indien (COI) soutient la création et appuie les activités** des plateformes nationales et régionales dans ces mêmes domaines.

## L'autonomisation économique des femmes grâce à l'entrepreneuriat a été l'un des sujets centraux de la rencontre de Moroni.

Les membres des plateformes nationales et de la plateforme régionale Entreprendre au féminin ainsi que de l'association Synergie Jeunes ont présenté leurs activités qui contribuent à mieux faire connaître les savoir-faire des entrepreneures. **Elles ont d'ailleurs annoncé** la tenue de **la deuxième édition du salon Made in femmes, du 28 septembre au 1er octobre à Maurice**, qui mettra en avant les réalisations de femmes entrepreneurs des cinq Etats membres de la COI.

Appelant à une mobilisation continue, Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI en charge de la question du genre, a rappelé que ***« la promotion de l'égalité entre les hommes et***

***les femmes, l'éradication des violences et l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et des jeunes demandent une implication de tous et une concertation des acteurs associatifs et gouvernementaux».*** Le comité de pilotage du PMATG-COI a d'ailleurs été un cadre d'échanges fructueux entre les membres des plateformes nationales et régionales et les représentantes des Etats membres, notamment Marie Francine Kidja, directrice générale de la Promotion de la Femme au ministère de la Population de Madagascar, Franchette Gaspard Pierre Louis, commissaire de la Femme, du Développement de l'enfant et de l'Entrepreneuriat de Rodrigues (Maurice) et la commissaire Sitti Farouata Mhoudine.

*Le Dr Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre, tout récemment nommée, a prononcé son premier discours officielle lors de la cérémonie de clôture du comité de pilotage que « C'est un signe d'amitié pour vous d'être à nos côtés [...]. En choisissant de réunir tous les acteurs autour de ce projet dans notre pays, vous avez certainement opté pour une approche de complémentarité et de synergie entre toutes les structures engagées dans le PMATG » a-t-elle déclaré.*



*Sortie de terrain dans le sud de l'île de Grande Comore.*

Cette réunion a été l'occasion pour les membres du comité de pilotage d'effectué **une sortie de terrain à la rencontre de femmes agricultrices dans le sud de la Grande Comore.** Un moyen de prendre concrètement la mesure de l'utilité des actions du projet, mieux saisir les défis auxquels sont confrontées les agricultrices et ainsi de de réfléchir à de nouvelles activités, adaptées au terrain, à mettre en œuvre dans les autres îles de l'Indianocéanie. Les rencontres sur le terrain ont également été **l'occasion de valoriser le travail de ces femmes qui contribuent quotidiennement et à leur échelle à la sécurité alimentaire, au développement durable et à l'épanouissement social de leur communauté.**

*Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a quant à lui constaté que « les activités en faveur de l'entrepreneuriat féminin s'inscrivent dans un cadre international pour une croissance durable et inclusive ». « Votre souci constant d'inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décision participe à la démocratisation de nos sociétés, à la juste prise en compte des intérêts de toutes les composantes de nos populations et à l'émergence de voix nouvelles dans le paysage public. Votre détermination à combattre les violences basées sur le genre pacifie nos sociétés, à l'échelle du foyer, et sous-tend un changement nécessaire et salvateur des mentalités. Votre force, Mesdames et Messieurs, c'est le réseau d'échanges, de partage, de compétences et, je le vois, d'amitié aussi que vous tissez au niveau régional. C'est cet esprit de coopération et de solidarité qui anime l'action collective portée par la COI. »*

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2017/07/28/Egalite-des-genres-le-statut-de-la-femme-sameliore-Moroni_482251

# La COI valorise ses actions aux Comores

Au cours d'un séminaire à Moroni les 24 et 25 juillet, les responsables de la Commission de l'Océan Indien (COI), ont rappelé les interventions de l'organisation régionale aux Comores durant les trois dernières années.



**Khoultoum Djamaddar, Chargée de mission de la COI et Imam Abdillah, Chargé de dossiers de la COI lors des travaux de l'atelier**

Pendant deux jours, les participants composés des points focaux des projets régionaux et des responsables des associations qui bénéficient de l'appui de la COI ont fait le point et échangé sur les actions réalisées par cette instituion en Union des Comores. Pour Imam Abdillah, Chargé de dossiers de la COI auprès du ministère des Affaires Etrangères des Comores, la coopération régionale à travers la COI, dépasse le simple rôle réducteur de gestionnaire de projets, elle constitue un tremplin pour la paix et la stabilité dans la région, mais aussi et surtout pour le développement économique durable au bénéfice de nos peuples. «Ce séminaire assure la visibilité des actions de la COI au niveau des pays membres», a t- il ajouté.

La COI intervient dans 5 domaines. Ils couvrent le domaine politique, l'économie, l'environnement et la valorisation des ressources humaines. Les projets dans le domaine économique visent à construire « un espace économique et commercial dans l'indianocéanie sécurisé et compétitif qui répond aux défis spécifiques des Etats insulaires, notamment par l'intégration aux marchés régionaux et mondiaux », a rappelé, Raj Mohabeer, un des Chargées de mission de la COI. L'autre pilier de l'axe économique est le développement de la pêche-aquaculture et de l'agriculture dans le but d'assurer la sécurité alimentaire. La COI multiplie aussi les projets dans le développement de l'économie bleue, du secteur de la logistique et des énergies nouvelles et du numérique.

Au cours de cette présentation, les participants ont pu apprécier les résultats de ces actions, mais également informés sur les défis qui restent à relever. Un exercice destiné à améliorer la visibilité des interventions de la coopération régionale et souligner les interactions entre les programmes de la COI et les priorités politiques des Comores.

## La COI en chiffre

5 pays membres

26 millions d'habitants

595 000 km2 de terres émergées

25 millions d'euros engagés entre 2014 - 2015

# Les femmes et les jeunes, pour une croissance durable

Une trentaine de femmes malgaches et comoriennes représentantes de plusieurs associations, ont participé, les 20 et 21 juillet derniers à Moroni, aux travaux du comité de pilotage du Pmatg-COI. Un projet multisectoriel d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du genre.



Koulthoum Djamaddar et Myriam Mahamoud lors des travaux du COPIL



Dominique Rakotomanga, coordinatrice du Pmatg

La rencontre a réuni des membres des plateformes Entreprendre Féminin Océan Indien (EFOI), Femme en Politique (Fpoi), Femme développement durable et sécurité alimentaire (Fddsa), la plateforme de lutte contre la violence basée sur le Genre (VBG) et aussi de Synergie Jeune, qui sont les principaux bénéficiaires de ce projet.

Après la cérémonie d'ouverture, la session a démarré par un exposé de Dominique Rakotomanga, Coordinatrice du Projet, sur la présentation du rapport annuel du projet : le contexte, les faits marquants, les activités, les contraintes et des recommandations pour améliorer les résultats. Les présidentes de ce projet à Madagascar et aux Comores, ont détaillé chacune les activités mises en œuvre dans son propre pays.

Pendant les deux jours, les échanges ont donné un aperçu des activités internes à chacune des plateformes, mais également les initiatives de portée régionale.

«Notre rencontre doit aussi servir à renforcer le partenariat nécessaire et fructueux entre, d'une part, les associations et plateformes dédiées à la cause des femmes et des jeunes et d'autre part, les services gouvernementaux », a souligné Koulthoum Djamadar, Chargée de mission de la COI lors de son allocution à l'ouverture de ce séminaire.

Parmi les actions réalisées par Efoi-Comores, une foire régionale en juin dernier au foyer des femmes de Moroni. L'occasion pour une vingtaine de femmes artisans d'exposer leurs produits. Grâce à ce projet Pmatg, deux femmes entrepreneures de cette plateforme ainsi qu'un membre de Synergie Jeune-Comores ont été invitées en avril dernier, à la journée Comores-Maurice, une rencontre sur les affaires et les opportunités d'investissement.

Les participantes se sont données rendez- vous en juin 2018 pour faire le bilan de ce projet. D'ici là, le Pmatg doivent relever plusieurs défis. Parmi ceux-ci, l'absence d'un interlocuteur permanent au niveau du bailleur du projet, le non respect par les bénéficiaires des modalités et des délais de soumission de leur dossier. L'absence d'implication des départements en charge de la promotion du genre dans les deux pays, le suivi et la coordination des activités financées au niveau national, feront également l'objet d'un examen par le projet.

Lancé en juillet 2016 à Madagascar, le Pmatg-COI, vise à atténuer les situations de fragilité dans les pays membres régionaux de la Commission de l'Océan Indien (COI), particulièrement aux Comores et à Madagascar. Il encourage l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes, lutte contre les violences envers les femmes et les jeunes et incite les femmes rurales à favoriser à œuvrer pour le développement durable et la sécurité alimentaire. «L'ambition est de mobiliser les femmes et les jeunes de nos pays pour une croissance durable, véritablement bénéfique à toutes et à tous », a ajouté la Chargée de mission de la COI.

Le Pmtag est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Il a coûté 958 870 US pour la période 2016

## A un an de la mise en place du comité de pilotage du projet Pmatg, quels sont les apports de ce programme dans le domaine de l'entreprenariat féminin dans votre pays?



**Hissane Guy, présidente EFOI –Comores**

Concernant les Comores, et plus particulièrement pour l'entreprenariat féminin, le programme a œuvré dans le domaine de la formation, de la visibilité et du renforcement des échanges entre les îles. En ce qui concerne la visibilité, Efoicom s'est imposée comme force de proposition et a tissé des liens de partenariat avec les institutions nationales comme l'Uccia, Anpi, commissariat national pour la promotion du genre.

Efoicom a proposé également son expertise à Efoi – Rodrigue pour la formation des femmes et des jeunes sur la valorisation des déchets. Cette activité nous a motivé pour l'organisation de formations similaires dans notre pays, qui pourront aboutir à produire plus de produits et par la suite envisager des partenariats à la commercialisation à l'export.

Avec cette expertise, nous miserons à positionner Efoicom, comme leadership sur la valorisation des déchets, dans la région Océan Indien voire en Afrique de l'Est.



**Emilie Rakotondrainivonona**
**Présidente EFOI – Madagascar**

L'objectif de la plateforme EFOI - Madagascar est de faire de la Femme et de son autonomisation le levier durable en vue de la croissance inclusive, accélérée et de sortir de la fragilité et de construire des sociétés et communautés résilientes. A part le renforcement de la visibilité de notre plateforme à travers un plan de communication national et régional, le projet Pmatg nous offre la possibilité de réaliser des activités permettant d'atteindre ces objectifs. C'est à travers ce programme que notre plateforme a pu appuyer l'entreprenariat des femmes en milieu rural. Nous avons eu, entre autre, l'occasion d'organiser une formation administrative aux femmes entrepreneures pour les aider à la formalisation de leurs entreprises. Avec le projet Pmatg, nous aurons pouvoir organiser et participer à des foires, des forums, des salons au niveau national, régional et international.



**Marlainza Bozelle**
**Présidente EFOI – Espace Rodrigue**

La plateforme EFOI –Rodrigue a bénéficié, à travers le projet Pmatg, d'un échange de savoir-faire avec EFOI – Comores, en juin dernier, sur la fabrication des bijoux et autres accessoires de mode avec du matériel recyclable. Une technique d'utilisation des déchets ouvrant la voie à la création d'activités génératrices de revenus. Cet échange, très riche a permis à une vingtaine rodriguais et rodriguaises issus de milieux précaires de développer une activité économique innovante qui contribue activement à la protection de l'environnement. Le programme a contribué à une meilleure collaboration entre les femmes entrepreneures ainsi qu'entre la plateforme et Synergie Jeune Rodrigue afin d'encourager les jeunes à l'entreprenariat.



**Ginette Villeneuve**
**Présidente de la plateforme régionale EFOI**

Les activités programmées dans le cadre du projet Pmatg a donné de la force à l'EFOI de chaque pays et la plateforme régionale. Le financement de la Banque Africaine de Développement permet de réaliser des programmes que chaque entité a définit dans son plan d'action. En septembre 2016, EFOI – Maurice a organisé avec l'appui du Pmatg le salon «Fam Dezil ». Cet évènement a permis de présenter le savoir-faire des femmes entrepreneures de l'Océan Indien et de valoriser les richesses nationales des pays membres de la COI, de renforcer les échanges commerciaux des membres du réseau EFOI ainsi que l'engagement collectif des femmes pour un avenir meilleur dans un développement durable.

La Gazette de la Grande Ile

# Échanges économiques entre les îles du sud ouest de l'océan Indien : Une plateforme numérique pour leur promotion

- Imprimer

C'est au terme de trois journées de travaux au sein de la CCI de Maurice que des techniciens des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien ont défini le contenu de la future plateforme numérique dédiée aux affaires dans l'océan Indien.

Cet outil est porté par l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) à travers le soutien de l'Agence française de développement (AFD) dont elle bénéficie dans le but de soutenir le développement des échanges économiques et commerciaux entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, (à compléter)

Durant les travaux, les participants se sont attachés à définir un outil tourné vers l'accompagnement pratique des entreprises dans leurs projets à dimension régionale. Les services offerts par la future plateforme aideront particulièrement les opérateurs économiques à : s'informer sur les opportunités d'affaires et diverses modalités de création d'entreprises dans les territoires de la sous-région, développer ses activités intra régionales, réseauter et consolider ses relations partenariales , et sécuriser ses affaires

L'expertise des Chambres de commerce, notamment en matière de développement international, viendront renforcer les fonctionnalités offertes par la plateforme à travers des services de conseil et d'accompagnement aux entreprises.

En attendant son lancement officiel au début de l'année 2018, l'UCCIOI donnera plus d'informations sur cet outil lors de son Forum économique sur le renforcement de la coopération économique Afrique – Iles de l'océan Indien qui, se tiendra aux Seychelles du 6 au 8 novembre 2017.

L'UCCIOI existe depuis 2005, et a pour objectif de contribuer au développement des îles du sud-ouest de l'océan Indien et de promouvoir la coopération économique.

Elle est composée de Chambres de commerce et d'industrie (Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Réunion, Seychelles) et d'organisations professionnelles de la région

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=60580:echanges-economiques-entre-les-iles-du-sud-ouest-de-l-ocean-indien-une-plateforme-numerique-pour-leur-promotion&catid=45&Itemid=110

## Environnement

### Protection de l'environnement : identifier et instruire les défenseurs de demain

Par Xavier Maugueret

2 AOÛT 2017




Flic-en-Flac est une des plages les plus fréquentées et cela a un impact sur son environnement.

Il s'agit d'un concours innovant sur le thème suivant : *«Un nouveau paradigme pour surmonter la crise écologique»*, organisé par le *Centre for Alternative Research and Studies*(CARES), ou encore *The Young Ocean Champions Award 2017*, lancé par le *SIDSYouth AIMS Hub,* en collaboration avec *Global Shapes Community.* Ce dernier concours a pour thème *«Rendre le tourisme bleu : Comment le tourisme pourrait sauver nos océans ?»*

La crise climatique n'a pas épargné Maurice. Entre le réchauffement de l'atmosphère, la chute de la biodiversité de la faune et la flore, la surexploitation des ressources naturelles et une population de plus en plus grandissante, le pays doit et devra faire face à des défis constamment plus importants.

*«Il faut trouver des solutions pour faire face aux risques des crises climatiques et écologiques. Le concours donne la chance aux jeunes de s'exprimer sur les solutions qu'ils peuvent trouver en réponse à la crise écologique»,* explique Stéphane Gua, l'un des membres de CARES.

Hans Ungapen, l'assistant secrétaire de *SIDS Youth AIMS Hub*, explique de son côté que*«nous sommes un pays qui dépend et de la mer et du tourisme pour notre économie. Il faut pouvoir relier les deux de façon durable pour réussir. C'est pour cela que nous visons les adultes de demain».*

Étant une île en voie de développement, Maurice est, comme les autres, encore plus vulnérable face au risque climatique. Déjà depuis quelques années, le pays subit les effets du réchauffement climatique, la température de l'eau et de l'atmosphère continue de grimper, mettant à risque la biodiversité marine et le littoral du pays ou encore causant des catastrophes naturelles destructrices. À travers ces deux concours, les jeunes pourront mettre en avant leur ingéniosité et tenter d'expérimenter pour voir les applications de leur travail.

*«Nous voulons que les jeunes s'expriment avant tout pour le futur de Maurice et par extension des îles en voie de développement car notre concours est aussi ouvert aux îles de la Commission de l'océan Indien (COI)*», fait valoir Stéphane Gua. *«Le concours est ouvert aux jeunes de 16 à 30 ans pour qu'ils s'expriment sur ce dont ils ont envie.»*

Le concours de CARES est divisé entre trois différentes catégories. En premier, la technologie de l'innovation visant à faire face à la crise écologique. Les propositions sous cette catégorie peuvent être dans le

domaine de la technologie informatique, l'ingénierie, la biologie ou tout autre technologie en lien avec le thème proposé. Deuxièmement, CARES propose les arts. Ce qui met en avant toute forme d'expression artistique, de la musique à la littérature en passant par la poésie ou la réalisation de vidéos. Les participants devront cependant aborder la crise écologique. Et finalement, une dissertation ou tout papier traitant de la question de crise écologique.

Les vainqueurs du concours pourront assister à la prochaine Conférence des Parties (COP 23) organisée à Bonn, en Allemagne, en novembre prochain. La date limite étant le 1er septembre.

*«Le plus n'est pas tant de faire gagner ce voyage mais surtout de faire prendre conscience que nous avons besoin d'idées nouvelles»*, ajoute Stéphane Gua.



Instantané d'une campagne de nettoyage menée en avril et qui a attiré de nombreux jeunes. Du côté de *The Young Ocean Champions Award 2017*, il existe deux catégories -13 à 18 ans – et une autre pour ceux de 19 ans dont la limite maximale est de 30 ans. Avec une distinction importante : dans la catégorie de 19 à 30 ans, les projets doivent être applicables et réalisables dans les mois à venir après la sélection du vainqueur.

Les proposions pour le concours peuvent être faites par une seule personne ou en groupe de cinq personnes au maximum et soumises avant le 8 septembre.

Les gagnants du concours seront invités à l'*Ocean AdvocaSea Bootcamp* où ils recevront des formations pour exécuter leur projet. Ils recevront aussi 500 $ USD en guise de prix et 1000 $ USD seront investis dans la réalisation de leur projet.

*«Nous avons choisi le thème du tourisme cette année car ce secteur joue un rôle prédominant dans les îles comme Maurice en tant que facteur économique»*, explique Hans Ungapen. *«Nous voulons trouver une relation plus saine entre le développement durable des océans et le tourisme. Pour cela, nous nous tournons vers les jeunes pour qu'ils nous fassent part de leurs idées et de leur façon de voir les choses pour l'avenir.»*

Plus qu'un simple concours d'organisé, l'éducation des plus jeunes doit être de plus en plus axée sur le respect de l'environnement. Il faut permettre aux jeunes de comprendre l'impact qu'ont les gestes les plus anodins sur l'environnement. Tout comme on doit leur expliquer la nécessité du tri des déchets, l'importance de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, celle des nouvelles ressources énergétiques et la préservation de la biodiversité.

Les générations à venir auront à trouver des solutions novatrices et ingénieuses pour Maurice. Plusieurs défis devront être relevés dans les années à venir pour la survie de la planète, certains seront la responsabilité des générations à venir mais surtout et avant tout, notre responsabilité à tous.

https://www.lexpress.mu/article/313140/protection-lenvironnement-identifier-et-instruire-defenseurs-demain

# Biodiversité

franceinfo:

## *Madagascar : le royaume des lémuriens fragilisé par la déforestation,*

1er août 2017

- mise en danger du lémurien, singe de Madagascar, dû à la destruction des forêts
- destruction des forêts à cause de l'exploitation du charbon de chauffe, trafic de bois précieux et de la culture sur brûlis
- 36 000 hectares de forêts disparaissent par an, plus que 10% de la surface d'origine restante

À Madagascar, il existe 112 espèces de lémuriens qui y vivent exclusivement. Du Maki, à la fameuse queue rayée, au lémurien sauteur, ils sont le symbole de la grande île et l'attraction des touristes. De nuit comme de jour, le cri caractéristique du lémurien résonne dans les forêts malgaches. "*On a envie de les prendre, de les cajoler, de les caresser, voilà, c'est trop mimi*", fond cette voyageuse française.

**Plus que 10% de la forêt d'origine**

Mais aussi mignons soient-ils, les lémuriens sont en grand danger. "*Cette espèce est en train de disparaître parce que leurs habitats commencent à disparaître. Ils vivent exclusivement dans la forêt*", explique ce grand spécialiste et primatologue, le professeur Jonah Ratsimbazafy. Et ces forêts malgaches fondent à grande vitesse. À cause du charbon de chauffe, du trafic de bois précieux, ou encore de la culture sur brûlis, l'île perd 36 000 hectares de forêts chaque année. C'est trois fois la superficie de la ville de Paris. Il n'en reste aujourd'hui plus que 10%. Le professeur tire la sonnette d'alarme : "*Si la vitesse de la déforestation actuelle continue, d'ici trente ans, il n'y aura plus de forêt à Madagascar, donc il n'y aura plus de lémuriens*".

http://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/madagascar-le-royaume-des-lemuriens-fragilise-par-la-deforestation_2309513.html

# Energies renouvelables

L'express du 03/08/2017

ÉNERGIES RENOUVELABLES

## Une ferme solaire de 4, 88 MW dans l'Ouest

**LA** part des énergies renouvelables dans le mélange énergétique est d'environ 22 % à Maurice. Le gouvernement a mis en place une stratégie qui vise à augmenter cette part à 35 % en 2025. Cet objectif sera-t-il atteint? SPV Petite-Rivière, société incorporée depuis juin, veut construire une ferme photovoltaïque dans l'Ouest. Elle devrait produire 5 mégawatts (MW) d'électricité. SPV Petite-Rivière est détenue par Corexsolar International (Mauritius) Ltd, filiale de Corexsolar International, basée à la Réunion.

*«Nous sommes producteurs d'énergie et nous allons revendre l'électricité à travers un contrat d'achat. Le volume produit va faire à peu près 7,5 KW par an»*, explique Frank Rivas, le promoteur réunionnais. La ferme, construite sur une superficie de huit hectares, contiendra un total de 16 000 modules photovoltaïques (panneaux solaires) avec une puissance de sortie de 320 watts par module. À terme, l'électricité produite par la ferme solaire sera livrée à la sous-station du Central Electricity Board (CEB), à La Tour Koenig, à travers des lignes de transmissions aériennes de 22 kV d'une longueur de 700 m.

Le promoteur privilégie l'Ouest car il reçoit en moyenne jusqu'à huit heures d'ensoleillement par jour. La ferme solaire devrait recevoir autour de six heures de soleil par jour, soit 2 160 heures par an. Ce sont des panneaux solaires en silicium polycristallin, fixés sur des structures en acier galvanisé qui capteront les rayons de soleil. Selon Frank Rivas, les travaux devraient débuter à la fin de l'année. La ferme solaire devrait être prête mi-2018.

Ce projet est en ligne avec la stratégie du gouvernement d'augmenter la part d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national. L'implantation de fermes solaires à travers le pays devrait permettre de réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés.

ÉCONOMIE Le Défi Quotidien - Jeudi 3 août 2017 12

## Tourisme et voyages

# Maurice première en Afrique orientale

**La destination touristique mauricienne se distingue des autres pays d'Afrique de l'Est, surtout pour la qualité de ses infrastructures et pour son ouverture, mais aussi pour son environnement et sa compétitivité.**

Maurice s'en sort bien dans le dernier rapport sur l'indice de compétitivité de l'industrie du tourisme et des voyages du Forum économique mondial. En Afrique orientale, Maurice se classe première sur cet indice avec des notes supérieures s'agissant de la priorité accordée au tourisme et aux voyages, de l'ouverture internationale, de la compétitivité des prix, de l'environnement durable, des infrastructures du transport aérien, des infrastructures au sol et celles destinées aux touristes.

Le rapport souligne que l'Afrique subsaharienne est affectée dans sa globalité par la compétitivité dans le domaine du voyage et du tourisme. Bien que la performance régionale se soit améliorée au fil des années, elle a été inferieure par rapport aux autres régions du monde.



**De bonnes notes pour l'ouverture internationale et la compétitivité des prix ont placé Maurice en tête.**

L'Afrique australe reste cependant la sous-région la plus forte suivie de l'Afrique orientale. Quelque 29 millions de touristes ont visité la région d'Afrique orientale qui regorge de ressources naturelles. Du point de vue des affaires, le potentiel non exploité de cette région représente une opportunité avec des rendements de placements potentiellement plus élevés que ceux concernant des destinations déjà conquises.

### CONNECTIVITÉ RÉDUITE

En revanche, un bon nombre de facteurs doit être considéré pour assurer le développement du tourisme dont la croissance d'une classe moyenne supérieure africaine. Malgré une croissance économique pérenne durant cette dernière décennie, les foyers africains n'ont pas bénéficié des mêmes revenus que ceux d'Asie. De ce fait, seul un petit nombre de ces Africains peuvent se permettre de voyager ou de s'absenter de chez eux. Alors qu'en Europe et plus récemment en Asie, l'industrie du tourisme et des voyages a été alimentée par des flux intrarégionaux, les touristes africains dépensent un dixième de ce que débourse le touriste mondial moyen.

La connectivité aérienne et le coût des billets d'avion sont autant de défis liés au cadre réglementaire. Bien que la majorité des pays africains aient signé la déclaration de Yamoussoukro sur une entente relative à un accord de ciel ouvert en 1988, le transport aérien reste faible et inefficace à travers la région.

Ce secteur est entravé par les différents niveaux de développement, le protectionnisme lié aux intérêts des transporteurs nationaux, les problèmes de concurrence et l'absence de mécanisme de règlement des différends, entre autres.

**Vijayan Ayassamy**
**vijayan@defimedia.info**

| Afrique orientale | Priorité tourisme et voyages | Ouverture internationale | Compétitivité des prix | Environnement durable | Infrastructures de transport aérien | Infrastructures au sol | Infrastructures touristiques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maurice | 6,0 | 3,5 | 4,1 | 4,3 | 3,0 | 4,5 | 4,9 |
| Kenya | 5,3 | 3,0 | 4,8 | 4,7 | 2,5 | 3,1 | 3,2 |
| Tanzanie | 4,8 | 3,2 | 5,4 | 4,2 | 2,0 | 2,6 | 2,9 |
| Rwanda | 4,3 | 2,9 | 4,8 | 4,8 | 1,9 | 3,5 | 2,4 |
| Ethiopie | 3,6 | 2,6 | 4,9 | 4,2 | 2,0 | 2,8 | 2,2 |
| Madagascar | 4,4 | 3,0 | 5,0 | 3,6 | 1,8 | 2,0 | 2,7 |
| Mozambique | 4,0 | 3,1 | 4,6 | 4,2 | 1,8 | 2,1 | 2,2 |

# L'augmentation des températures menace les coraux du patrimoine mondial de l'atoll d'Aldabra aux Seychelles.

August 2, 2017,



Le coordinateur scientifique d'Aldabra a expliqué que l'atoll a été totalement protégé, pendant 36ans, des stress comme la sédimentation provenant du développement de la côte. (Seychelles Island Foundation)

(Seychelles News Agency) - Selon une étude scientifique, les récifs coralliens de l'Atoll d'**Aldabra** aux Seychelles, tout comme les 28 autres sites inscrits au **patrimoine mondial** de l'**Unesco**, sont menacés de disparition pour 2100 si les températures de l'eau étaient amenées à continuer d'augmenter.

Selon la première étude scientifique mondiale portant sur l'impact du **changement climatique** sur les coraux des sites inscrits au **patrimoine mondial**, le réchauffement océanique provoquera un blanchiment du **corail** de masse.

**Aldabra**, formées des îles les plus au Sud et Ouest des Seychelles, et située à 1100km de Mahé, l'île principale, bien qu'étant protégé et géré activement, « il n'y a presque rien que l'on puisse faire contre ces températures en surface » a déclaré April Burt, la Coordinatrice Scientifique pour l'atoll d'Aldabra.

L'Atoll d'**Aldabra**, un site inscrit **Patrimoine Mondial** de l'**Unesco** depuis 1982, abrite la plus grande population de tortues géantes, et a été décrite comme « une des merveilles du monde » par Sir David Attenborough, aujourd'hui ancien présentateur télé et naturaliste.
Le groupe d'îles de l'atoll d'**Aldabra** est entouré par des récifs coralliens. De par son accès difficile et de l'isolement de l'atoll, **Aldabra** a été protégé de l'influence de l'homme.





Le groupe d'îles de l'atoll d'**Aldabra** est entouré par des récifs coralliens. De par son accès difficile et de l'isolement de l'atoll, **Aldabra** a été protégée de l'influence de l'homme. (Seychelles Island Foundation) Photo License: CC-BY

Qu'est-ce que le blanchiment coralien et comment nous affecte t-il ?

L'étude du centre des Patrimoines Mondiaux de l'**Unesco** affirme que : « le blanchiment du **corail** est une réponse à un stress (la chaleur) pendant lequel les animaux du **corail** expulsent leurs zooxantelles, laissant le

squelette blanc du **corail** visible à travers les tissus transparents du corail. »
La Coordinatrice scientifique d'**Aldabra** a indiqué que la température pendant mars 2016 était près d'1,7°c supérieure aux normales saisonnières, avec une température maximale moyenne de 32,1°C.
« La plus haute température enregistrée était de 36,3°C en début avril 2016. Ces températures sont extrêmes pour les coraux dont la température idéale se situe entre 23 et 29°C, a déclaré Burt.

Selon le centre du **patrimoine mondial**, la valeur sociale, culturelle et économique des récifs coralliens, est estimée à un Billion de dollars américains. L'impact le plus fort sera sûrement ressenti par les personnes qui dépendent des services des coraux pour leur subsistance quotidienne.
Dans le cas des Seychelles, le blanchiment du **corail** aura un impact indéniable sur les pêcheries et le tourisme, les deux piliers économiques du pays. Un grand nombre de touristes viennent visiter les Seychelles, un archipel de 115 îles à l'ouest de l'Océan Indien pour s'émerveiller des couleurs de ses « forêts » sous marines.
« Les gens ont une idée préconçue des Seychelles comme étant un environnement marin immaculé avec de magnifiques récifs coralliens et certains d'entre eux seront déçus, en sautant dans l'eau, de voir des coraux morts, quantité de squelettes de coraux, plein d'algues, et peu de poissons » a déclaré Burt.

Que faire?

L'étude indique que les coraux blanchis sont toujours vivants, mais que « même un léger blanchiment peut avoir des effets néfastes conséquents, comme une diminution de la pousse et de la reproduction ».

**Aldabra** est peut-être mieux équipé pour se remettre de ces chaleurs extrêmes, mais les coraux peuvent mettre 15 à 20 ans pour se rétablir et avec des événements plus fréquents de températures élevées, les récifs ne pourront peut-être plus tenir. » a annoncé Burt.
April Burt – Coordinatrice scientifique d'**Aldabra** – a expliqué qu'en 36 ans l'atoll est resté entièrement protégé des stress comme ceux de la sédimentation provenant de développement côtier, de l'entrée de nutriments et des pressions de la pêche, qu'ont pu connaître les récifs des îles internes.
Il a été expressément demandé aux pays aux récifs coralliens inscrits au **patrimoine mondial** de l'**Unesco**d'adopter des mesures qui réduiront à zéro leurs émissions de gaz à effet de serre.
"La réduction des émissions de gaz à effet de serre amoindrit le facteur de stress thermique qui augmente ce siècle et retarde l'année que le plafond critique sera franchi" a mentionné l'étude.

Les Seychelles mettent déjà en œuvre des mesures allant dans ce sens, avec les autres pays signataires des Accords de Paris pour le Climat de 2016.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7686/Laugmentation+des+tempratures+menace+les+coraux+du+patrimoine+mondial+de+latoll+dAldabra+aux+Seychelles.

## Sécurité maritime

### Sécurité maritime – La Chine offre deux patrouilleurs



04.08.2017

**La flotte de la marine nationale sera bientôt renforcée. Deux nouveaux bâtiments vont aider à lutter contre les trafics et sécuriser les navires commerciaux.**

Neufs. Ce caractère est quelque peu rare lorsque l'on parle de don de pareil bâtiment militaire, pour être signalé. Durant le conseil des ministres d'hier, il a été communiqué que la Chine a fait un don de deux patrouilleurs à la marine nationale.

« Ce sont deux nouveaux patrouilleurs d'une longueur de 26 mètres. Ils sont relativement similaires au Trozona, mais avec des équipements de navigation dernier cri », a indiqué le général Béni Xavier Rasolofonirina, ministre de la Défense nationale, joint au téléphone hier. Les deux bâtiments, selon ses explications, sont encore sous scellés. Les techniciens chinois devant forme

r les marins malgaches à manœuvrer leurs nouveaux patrouil-
leurs viendraient à peine de débarquer dans la Grande île. Pour l'heure, par ailleurs, le ou les ports d'attache des deux nouveaux venus dans la maigre fl otte de la marine nationale n'est pas défini.
Les premières réflexions déjà faites tendent à ce que l'un soit basé soit à An tsira-
nana, soit à Vohémar, pour densifier la lutte contre le commerce illicite des bois de rose notamment, et le second pourrait être amarré soit à Toliara, soi t à Tolagnaro.

**Grands enjeux**
« L'on a fait le constat qu'en matière de sécurisation maritime, il n'y a pas e ncore de présence dans la partie Sud. Pourtant, avec le port d'Ehoala, cette zone connaît un flux de circulation maritime assez conséquent », a déclaré l e général Rasolofonirina.
Les bases des deux bâtiments devraient, quoi qu'il en soit, être déterminées avant leur entrée en action. L'arrivée de ces deux patrouilleurs constitue du reste, une bouffée d'air pour la marine nationale, sous perfusion depuis plu sieurs années. Ils viendront en renfort au vieillissant Trozona, l'unique patro uilleur qui devait assurer les 5.000 kilomètres de côte de Mada-
gascar, aidé jusqu'ici, par une poignée de vedettes rapides.
La sécurisation des côtes et du territoire maritime de la Grande île est l'un d es sujets incontournables dans les conférences et débats concernant la Défe nse nationale. Un expert en sécurisation maritime contacté explique qu'ave c les données auxquelles Madagascar a à sa disposition, grâce au Centre rég ional de fusion d'information maritime (CRFIM), l'entrée en scène de ces de ux nouveaux patrouilleurs « devrait sauver les meubles ».
Il ajoute, cependant, que « pour être réellement efficient, étant donné l'éte ndue de nos côtes, de notre territoire maritime, ainsi que les enjeux écono miques, stratégiques et sécuritaires des mers malgaches, nos garde-
côtes auraient besoin de deux ou trois autres bâtiments de ce type ».
Certains avancent qu'avoir des destroyers ne serait pas superflu pour la flot te malgache, car cela aurait un effet dissuasif chez les trafiquants de toutes sortes. Outre le commerce illicite de bois de rose, les pêches illégales sont a ussi légions dans la zone économique exclusive de Madagascar.
**Garry Fabrice Ranaivos**

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/securite-maritime-la-chine-offre-deux-patrouilleurs/

# Développement durable

## Madagascar, esquive du développement durable

## 3/08/2017

**Le développement durable est sans conteste une affaire de tous. Qu'un pays doté de richesses tel que Madagascar reste dans le rang des plus pauvres nous laisse envisager que « tous » les acteurs ne s'y mettent pas.**

Madagascar est la quatrième plus grande île au monde. Le pays possède une importante richesse naturelle sous un climat tropical. Madagascar est l'un des plus beaux pays au monde et parmi les plus pauvres également.En effet, malgré qu'il figure parmi les 10 hot-spots de la diversité biologique mondiale son PIB par habitant est de 420 USD. Force est de constater que l'avenir à long terme de ce pays est presque une métaphore et pour ce qui est de l'espoir dans le présent, le chaos en tient lieu.

### Une population jeune

Madagascar est composée d'une population jeune dont 50% ont moins de 20 ans, et ce nombre aura doublée d'ici 2025 selon les études de l'UNICEF et PNUD Madagascar. Ce fléau de l'extrême jeunesse très fréquente en Afrique est expliqué par la forte natalité que la population connait. Cette croissance est sans doute vue comme un blocage pour le développement en particulier dans un pays comme Madagascar où le chômage bat son plein. Mais sur le long terme, d'ici 10 à 20 ans, cette natalité représente un atout pour la raison évidente qu'elle assure une hausse de la population active qui favoriserait l'économie du pays par une force de travail potentiellement élevée. D'autant plus que l'espérance de vie à Madagascar est de 64,67 ans en 2013, 11ème sur le classement des 54 nations d'Afrique[3].

### Energies renouvelables à non renouvelables

Malgré le soleil tropical tout au long de l'année et l'océan et la mer qui bordent toutes les côtes de la Grande île, Madagascar est encore dépourvue

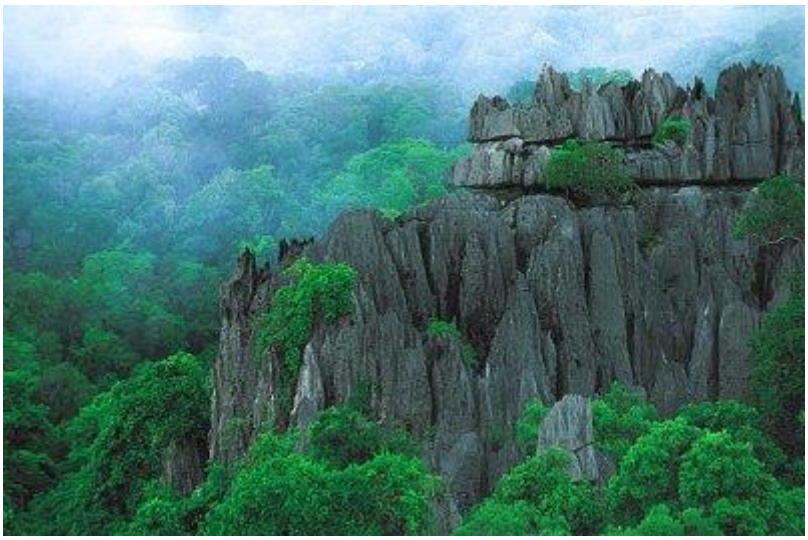
d'électricité. Selon EDBM, Economic Developement Board of Madagascar, le niveau d'accès à électricité de la population est de 19%. Force est de reconnaitre que ce pays ne manque pas d'énergies non renouvelables et pour ce qui est des énergies renouvelables il existe une colossale possibilité d'en produire pour ne citer que les panneaux solaires et les éoliens offshore. Ces deux procédés permettront de subvenir aux besoins de la population en termes d'énergie comme ils permettent d'en économiser. Ce qui sera un grand coup d'accélérateur sur l'efficacité énergétique.

Un nouveau site opérationnel du pétrole a été découvert dans l'Ouest du pays récemment, il s'agit de Tsimiroro. Un grand potentiel équivalant à presque de 2 milliards[4] de barils de pétrole de densité forte ou huile lourde. L'on a supposé que cette grande découverte accentuerait le progrès de l'économie malgache et impacterait la politique de prix de l'énergie à Madagascar. La holding PAMA (Pan African Mining Atomic) dirigée par le milliardaire thaïlandais, Premchai Karnasuta, a effectué l'exploration et bientôt l'exploitation des quatre sites uranifères identifiés aussi dans la Grande île[5]. Ces sites sont des gisements d'uranium anciennement exploités par la France[6].



**La conservation de l'environnement**

La lutte contre le réchauffement de l'atmosphère est une affaire de tous. Bien que Madagascar agisse pour protéger sa biodiversité, les conséquences des activités humaines sont alarmantes. 50 000 ha de forêts disparaissent chaque année dans
la Grande Ile.



La culture sur brûlis, la coupe abusive des arbres pour trafic de bois précieux et le charbonnage font partie intégrante du quotidien des paysans et mafieux. Il est moins rationnel de proscrire à ces paysans leurs habitudes sans proposer d'autres sources de revenus. Par ailleurs, la conservation des nombreuses espèces endémiques végétales et animales de l'île est un investissement responsable dans la lutte que le monde entier mène pour le climat. De par leur emmagasinage de 20 à 50 fois plus de CO2 que n'importe quel autre écosystème, les forêts telles que celles de Madagascar, avec un strict principe de préservation de la biodiversité, peuvent faire bénéficier des générations actuelles et futures.

L'agriculture durable, compte tenu de la variété de la végétation que le sol malgache offre, pourrait se caractériser en production responsable dans le but de multiplier la rentabilité sociale.

Madagascar regorge de ressources naturelles y compris les ressources minérales. Le pays, aussi appelé « île aux trésors » est connu pour la qualité de ses pierres précieuses telles que le saphir, le rubis et l'émeraude et bien d'autres[8]. L'exploitation illicite et le trafic sans fin de toutes ces ressources freinent la croissance économique du pays. Le niveau de pauvreté de la population contraint les habitants à avoir recours aux ressources naturelles de façon destructrice en privilégiant le court terme au détriment d'une utilisation rationnelle qui revêt un caractère durable.

Les potentialités énergétiques renouvelables intéressantes, la richesse de son sous-sol et sa biodiversité unique au monde ne permettent-ils donc pas au pays d'avoir un développement durable ou du moins de mettre en route un principe de partenariat de coopération intergouvernementale ? Le développement durable est sans conteste une affaire de tous. Qu'un pays doté de richesses tel que Madagascar reste dans le rang des plus pauvres nous laisse

envisager que « tous » les acteurs ne s'y mettent pas. S'agit-il de l'Etat, de la population ou des partenaires techniques et financiers ?

***Melizah Memena***

http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/madagascar-esquive-du-195584

***rfi***

## CAP OCÉAN INDIEN

### Yuvan Beejadhur plaide pour une économie bleue des îles de l'océan Indien

Podcast : 4 :35 minutes d'interview. **Commission de l'océan indien mentionnée à 00:55.** Diffusion : dimanche 30 juillet 2017




Le Mauricien Yuvan Beejadhur, expert de la Banque mondiale sur l'économie bleue, travaille pour prouver que les îles de l'océan Indien gagneraient à développer ensemble une économie régionale de la mer. Il évalue les pertes dues à la surexploitation des ressources halieutiques à 225 millions de dollars pour les économies des îles de l'océan Indien. Il prône des investissements massifs et une stratégie commune prudente pour tirer avantage de la mer sans la dégrader davantage.

http://www.rfi.fr/emission/20170730-plaidoyer-economie-bleue-iles-ocean-indien-yuvan-beejadhur